



Rapports 2002

de la
Caisse cantonale neuchâteloise
de compensation

Caisse cantonale neuchâteloise de compensation

- 2-3 Introduction**
 - Expo 02
 - Situation sur le plan fédéral
 - Situation sur le plan cantonal
 - Situation de la Caisse sur le plan interne

- 4-7 Présentation et organisation de la Caisse**
 - Statut
 - Tâches
 - Personnel
 - Informations
 - Informatique

- 8 2002 en chiffres-clé**

- 9-13 Activités des services**
 - Fichier central des affiliés
 - Cotisations
 - Contrôles d'employeurs
 - Certificats d'assurance AVS et comptes individuels
 - Contentieux
 - Prestations AVS et AI
 - Prestations complémentaires
 - Allocations pour perte de gain

- 14-17 Résultats comptables**

Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales

- 18 Statut et tâches**

- 19 Immeubles et Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels**

- 20 Fichier central des affiliés, cotisations et contrôles**

- 21 Allocations familiales**

- 22 Allocations familiales dans l'agriculture**
 - Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture selon la Loi fédérale sur l'agriculture
 - Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture selon la Loi cantonale sur la promotion de l'agriculture

- 23 Allocations de maternité**
 - Conditions d'octroi et montant de l'allocation
 - Procédure et état des bénéficiaires

- 24-25 Résultats comptables**

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que nous vous présentons, sous sa nouvelle forme, notre rapport de gestion pour l'année 2002. Nous avons souhaité innover dans le but de clarifier les informations relatives aux différentes activités de notre institution. De plus, ce document contient des données statistiques extraites d'une nouvelle application informatique plus performante que celle connue jusqu'à fin 2001 et les résultats ainsi obtenus sont plus fiables. Nous espérons que cette démarche vous permettra de mieux comprendre et d'apprécier le système de fonctionnement d'une entité en charge des prestations d'assurances sociales et de mieux analyser les chiffres donnés.

EXPO.02

L'exposition nationale ne peut pas être passée sous silence. Cet événement exceptionnel a marqué la population de notre canton et a permis de faire découvrir notre région à de nombreux visiteurs. Dans ce cadre, la direction de notre institution a mis sur pied conjointement avec les cantons de Fribourg, Berne, Vaud et Jura l'organisation de la Conférence suisse des directeurs de caisses cantonales de compensation. Une visite des différents arteplices s'est déroulée sur trois jours à la mi-juin. Cette manifestation a été couronnée par un vif succès.

Situation sur le plan fédéral

L'année 2002 a été caractérisée par l'entrée en vigueur des accords bilatéraux conclus avec les Etats membres de la Communauté européenne. Ils concernent la plupart des domaines de compétence de notre Caisse dans le cadre des prestations fédérales et cantonales. Les différentes modifications découlant desdits accords ont entraîné une charge de travail supplémentaire pour nos collaborateurs, qui ont géré leurs tâches à satisfaction. Le nombre de formulaires supplémentaires liés à ces accords est important. Les démarches administratives sont compliquées et des informations adéquates doivent être fournies aux assurés, ainsi qu'aux affiliés.

La Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003, a fait l'objet d'une consultation auprès de notre institution. Ces nouvelles dispositions n'apportent aucun changement significatif quant aux droits matériels des assurés, mais elles impliquent de nouvelles procédures en matière d'assurances sociales. Notre institution a participé au groupe de travail relatif à la mise en application de ces nouvelles dispositions et a partiellement dispensé la formation ad'hoc aux collaborateurs des caisses romandes de compensation.

Situation sur le plan cantonal

Notre Caisse a très activement collaboré au travail de réflexion réalisé au sein du Département de l'économie publique dans le cadre des initiatives «Mieux vivre en familleS» du parti socialiste neuchâtelois relatives à la politique familiale. Ces initiatives auront certainement des effets, encore inconnus à ce jour, sur la législation en vigueur dans le domaine des allocations familiales.

Situation de la Caisse sur le plan interne

Sur le plan interne, le souci constant de la direction est de consolider le financement de notre établissement. En effet, les résultats des comptes 2002 démontrent un déficit relativement élevé qu'il convient de combler. Dans ce sens, diverses mesures de consolidation ont été entreprises dans le courant de l'année 2002. Les effets positifs porteront sur les exercices 2003 et suivants.

Au surplus, l'outil informatique de notre institution a été modernisé. Nous avons acquis de nouveaux équipements performants, répondant pleinement aux critères actuels définis par l'administration cantonale et les autres organes d'application de l'assurance-vieillesse et survivants.

Dans le domaine de la gestion du personnel, une enquête d'opinion, faite de manière neutre et anonyme par un organisme externe spécialisé dans la branche des ressources humaines, a été effectuée auprès de tous les collaborateurs. Les résultats obtenus ont permis de formaliser un plan d'actions visant à améliorer le fonctionnement des différents services ou sections. Des mesures spécifiques seront notamment entreprises dans le domaine de la communication interne et nous osons espérer que nos efforts porteront leurs fruits déjà dans le courant de l'exercice 2003.

Enfin, le local de réception de notre Caisse, étant devenu vétuste et ne répondant plus aux exigences de sécurité régulièrement admises, a fait l'objet d'une étude d'aménagement. Les travaux de transformation débiteront au début de l'année 2003 et devraient se terminer avant l'été.

Nous tenons à remercier l'ensemble de nos collaborateurs pour leur engagement, ainsi que nos affiliés et assurés pour la confiance qu'ils nous ont témoignée durant l'année 2002.

Bonne lecture !

Le directeur

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P.-Y. Schreyer', written in a cursive style.

P.-Y. Schreyer

Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC) est une institution autonome de droit public dotée de la personnalité juridique. Fondée le 1^{er} janvier 1948 par le Canton, son administration est séparée de celle de l'Etat. La Caisse est soumise aux instructions ainsi qu'à la surveillance de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

L'organe de révision de la CCNC est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel.

Tâches

Conformément à la législation fédérale, la Caisse est chargée d'appliquer les dispositions prévues dans le domaine des assurances sociales, soit l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), l'assurance-invalidité (AI), les allocations pour perte de gain (APG), la perception des cotisations d'assurance-chômage (AC) et les allocations familiales dans l'agriculture (AFA). Elle est également l'organe de contrôle en matière d'affiliation des entreprises à la prévoyance professionnelle (LPP) et à l'assurance-accidents (LAA). D'autres tâches lui sont confiées par le Canton, telles que les prestations complémentaires (PC).

Les allocations familiales, les allocations de maternité et la perception des contributions pour le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP) sont des domaines attribués à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales, dont l'administration est assurée par la CCNC.

Personnel

Les collaborateurs de la Caisse sont soumis aux dispositions de la loi du 28 juin 1995 sur le statut de la fonction publique.

Soucieux d'améliorer les performances globales de notre institution et partant la qualité de nos prestations, nous avons entrepris une démarche interne en vue d'instaurer la flexibilisation de l'horaire de travail de nos collaborateurs.

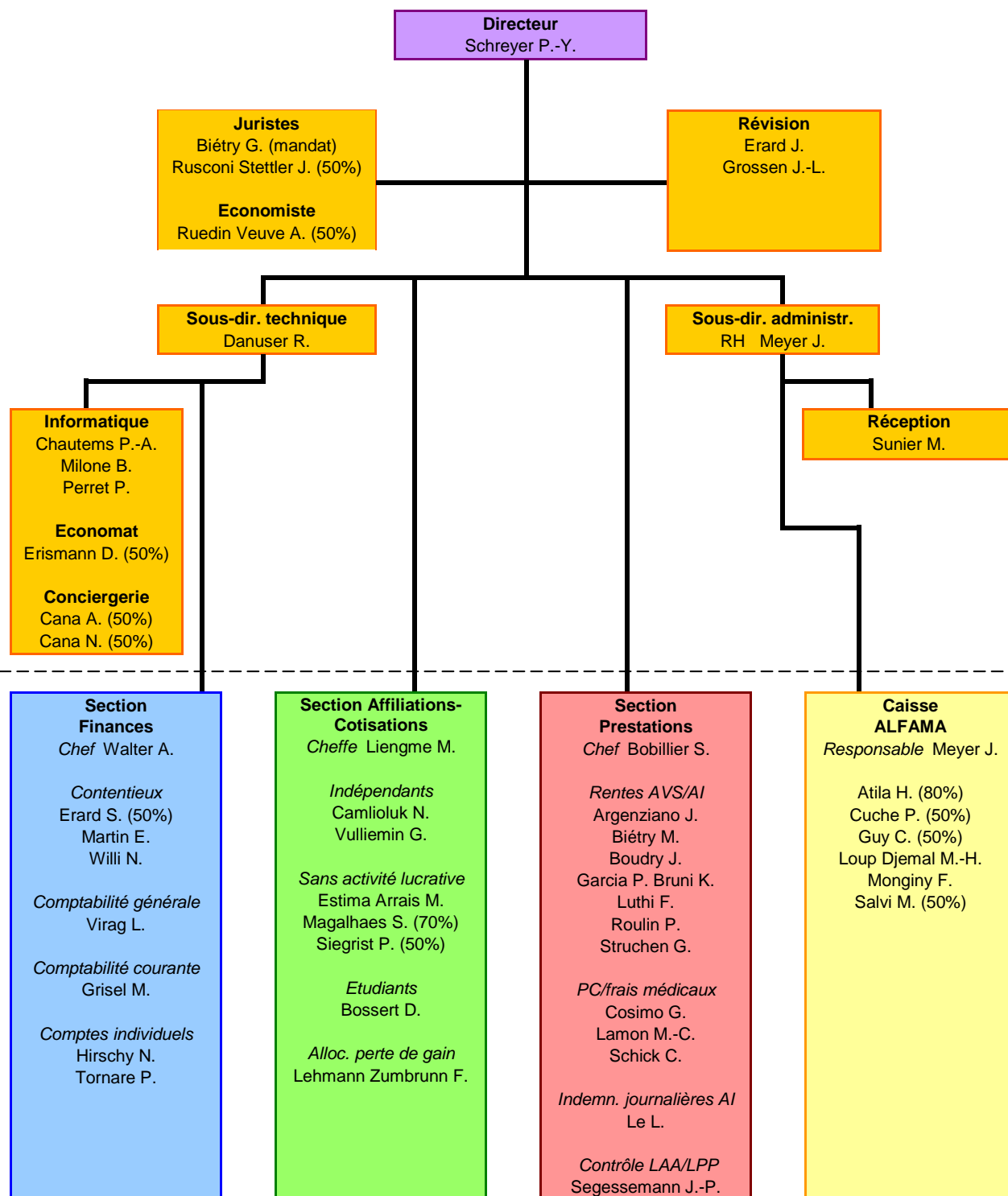
Parallèlement à notre démarche, le Service des ressources humaines de l'Etat (SRH) projetait un nouveau concept relatif à l'horaire variable au sein de l'administration cantonale. L'entrée en vigueur de ce nouveau règlement étant prévue au 1^{er} janvier 2003, nous avons renoncé à mettre en place notre propre système. Nous espérons que la nouvelle solution proposée par le SRH soit à même d'accroître notre productivité en laissant à chacun une plus grande liberté pour aménager son horaire de travail et, par voie de conséquence, pour améliorer la qualité de vie de l'ensemble de notre personnel.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que notre institution est un service public et que, dans ce sens, il y a lieu de servir toujours mieux nos prestations à nos concitoyens et autres affiliés.

Des efforts de formation seront engagés dans le but d'augmenter la polyvalence de nos collaborateurs. Cependant, notre disponibilité sera toujours limitée par l'effectif à notre disposition. Nous espérons pouvoir diminuer le nombre de sollicitations directes grâce à la création de notre site internet.

Organigramme

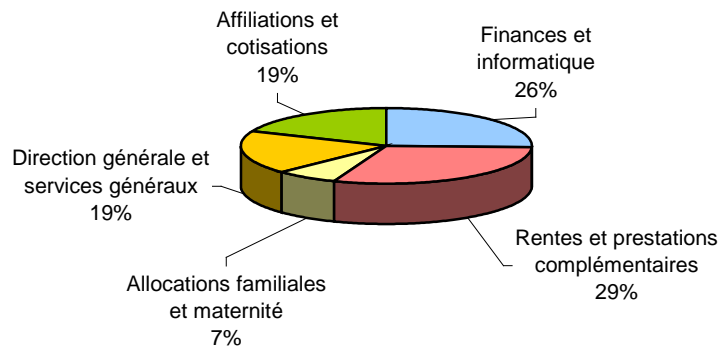
Services généraux



Apprenties
Bene Sabrina
Berset Armelle
Blaser Cynthia
Heredia Biviana

Répartition selon le secteur d'activité

Le diagramme suivant illustre l'organisation générale de la Caisse, soit l'effectif du personnel réparti selon les secteurs d'activité.



Informations

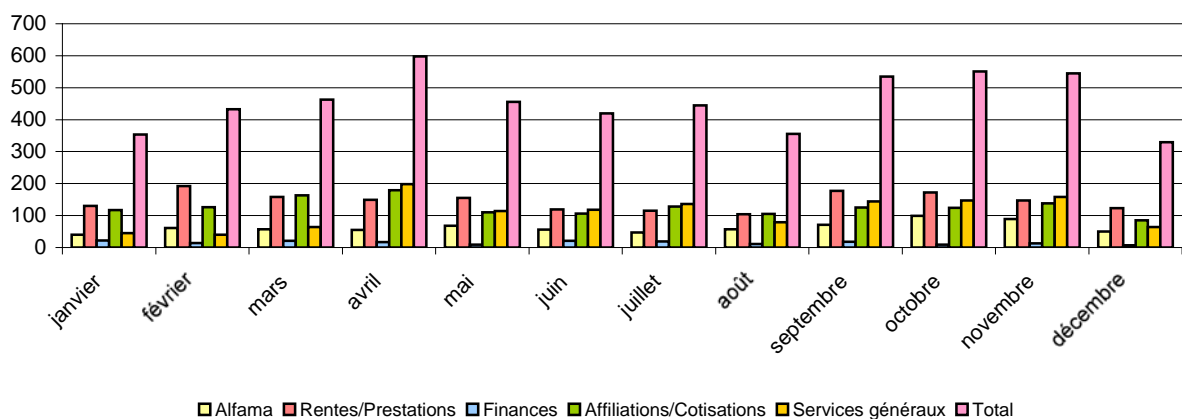
La politique de communication de la Caisse s'est effectuée, comme chaque année, par le biais d'annonces publiques dans la presse régionale. En outre, des informations relatives aux modalités d'affiliations et aux conditions d'assurances sont expédiées aux affiliés de notre Caisse (indépendants, employeurs, personnes sans activité lucrative, etc.).

Notre établissement est régulièrement sollicité dans le cadre de cours de préparation à la retraite de collaborateurs de diverses institutions (administrations publiques, entreprises, ateliers de chômeurs âgés, etc.), dans le but de les renseigner sur l'organisation, le financement et le calcul des rentes AVS. Une quinzaine de séances ont été dispensées durant l'année 2002.

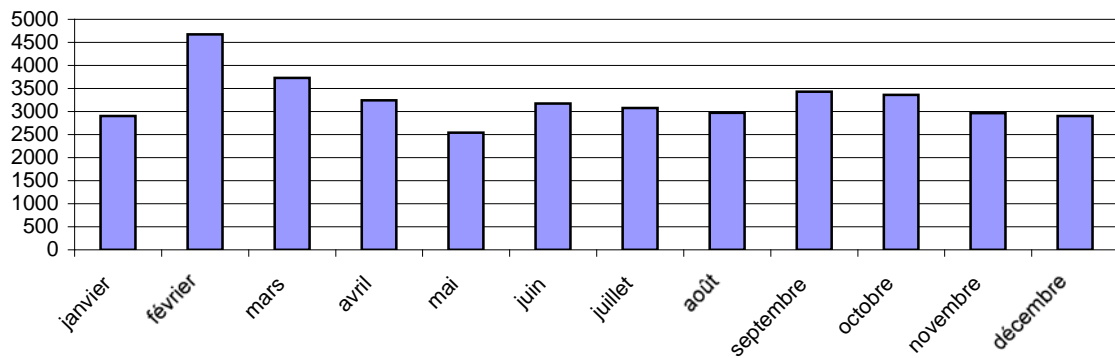
Un site internet est en cours de création. L'ouverture de ce site devrait se réaliser dans le courant du premier semestre 2003. Il permettra d'informer autant nos affiliés que nos assurés sur leurs droits et leurs obligations, sur les modifications du droit fédéral ou cantonal, ainsi que sur l'organisation générale de la Caisse et les procédures administratives. Des formulaires fédéraux et cantonaux seront également disponibles.

Le flux d'appels téléphoniques et de visites a fait l'objet d'un recensement systématique en 2002. Les graphes ci-après montrent que ces tâches génèrent une masse considérable de travail. L'objectif de notre Caisse est d'améliorer la qualité de ses prestations en assurant le maximum de disponibilité et d'informations à notre clientèle.

Visites par mois - 2002



Appels téléphoniques par mois - 2002



Informatique

Extension des installations techniques

Dans notre précédent rapport, nous avons relevé notre intention d'équiper nos collaborateurs d'outils informatiques performants tant aux niveaux du hardware que du software. L'analyse faite à fin 2001, conjointement liée à l'obligation d'adapter les logiciels de nos applications spécifiques (AVS/AI), a permis l'installation de PC modernes à chaque place de travail, ainsi que d'imprimantes d'appoint dans les différents services de notre institution. L'adaptation des applications concerne le fichier de nos affiliés (INDEX), la comptabilité débiteur et la facturation (CONTEX), les décisions de cotisations personnelles (PEBEX) et les informations (INFOX). La conversion des données et la mise en place des nouveaux programmes ont été effectuées avec succès le 1^{er} juillet 2002.

Collaboration avec l'Etat

Les souhaits émis dans notre rapport 2001 ont été réalisés à satisfaction. D'autres options sont encore à l'étude, à savoir l'accès à la police des habitants du canton pour tous nos collaborateurs (changements d'adresses, d'état civil, décès, etc.) et l'accès aux données fiscales pour certains collaborateurs (taxation des cotisations personnelles, vérification des déclarations dans le cadre des prestations complémentaires, etc.).

Cotisations AVS/AI/APG/AC/ALFA/AFA (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Cotisations paritaires AVS/AI/APG	163.464	169.067	3.42
Cotisations personnelles AVS/AI/APG	24.050	29.585	23.01
Cotisations à l'assurance-chômage	47.460	48.701	2.61
Cotisations ALFA	33.383	36.603	9.64
Cotisations AFA (agriculture)	0.251	0.165	-34.26
Totaux	268.608	284.121	5.77
Prestations AVS (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Rentes ordinaires AVS	290.562	292.811	0.77
Rentes extraordinaires AVS	0.309	0.319	3.23
Allocations pour impotents AVS	5.583	5.875	5.23
Totaux	296.454	299.005	0.86
Prestations AI (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Rentes ordinaires AI	76.907	82.629	7.44
Rentes extraordinaires AI	12.720	13.173	3.56
Allocations pour impotents AI	2.757	2.817	2.17
Indemnités journalières AI	4.691	5.286	12.68
Totaux	97.075	103.905	7.03
Prestations complémentaires (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Prestations complémentaires AVS	54.158	55.665	2.78
Frais médicaux AVS	5.535	5.025	-9.21
Prestations complémentaires AI	25.346	27.733	9.41
Frais médicaux AI	2.078	1.997	-3.89
Totaux	87.117	90.420	3.79
Allocations pour perte de gain (APG) (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Totaux	4.217	5.516	30.80
Allocations familiales, de naissance et de maternité (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Prestations ALFA	33.539	33.189	-1.04
Allocations de naissance	0.634	0.643	1.41
Allocations de maternité (dont Fr. 883'156.- à charge du DEP en 2002)	1.309	1.060	-19.02
Prestations AFA (agriculture)	1.949	2.055	5.43
Totaux	37.431	36.947	-1.29
Nombre d'affiliés CCNC	2001	2002	+/- (%)
Totaux	20'433	20'957	2.56
Contributions aux frais d'administration (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Totaux	2.770	2.953	6.60
Bilan comptable de la CCNC (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Réserves générales	2.334	2.266	-2.91
Perte	0.068	0.422	-520.58
Bilan comptable de la Caisse ALFAMA (en mio de francs)	2001	2002	+/- (%)
Fonds de réserves	1.304	1.426	9.35
Perte/bénéfice	-3.224	1.211	444.50

Fichier central des affiliés

Cette année, nous avons décidé de détailler le fichier central de nos affiliés. Il se présente comme suit :

Affiliés à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation

	Etat au 01.01.02	Augmentations	Diminutions	Etat au 31.12.02
Indépendants sans salarié	4'022	395	249	4'168
Indépendants avec salariés	2'319	77	129	2'267
Employeurs uniquement	2'916	224	146	2'994
Economie domestique	1'673	122	10	1'785
Personnes sans activité lucrative	6'437	1'039	982	6'494
Salariés dont employeurs non soumis à cotisations	13	2	3	12
Cotis. allocations familiales uniquement	239	36	20	255
Etudiants	2'814	582	414	2'982
Totaux	20'433	2'477	1'953	20'957

Affiliés aux caisses professionnelles et interprofessionnelles

	Etat au 01.01.02	Augmentations	Diminutions	Etat au 31.12.02
Totaux	6'949	515	402	7'062

Cotisations

Aucune modification légale relative aux cotisations AVS/AI/APG/AC n'est à relever au cours de l'année 2002.

Dans le domaine des cotisations des employeurs et des salariés, la Caisse a rendu 133 décisions d'exonération pour des activités accessoires, dont 23 refus.

En juin 2002, l'Office de l'impôt fédéral direct (IFD) nous a communiqué les revenus réalisés en 1997 et 1998 (30^e période IFD) par les indépendants inscrits à notre Caisse. La plupart des taxations définitives pour 2000 ont pu être établies en 2002. Le passage de la taxation praenumerando à la taxation postnumerando devrait enfin clarifier la situation. De plus, les cotisations dues sur les bénéfices en capital ne sont plus facturées séparément mais intégrées dans les revenus de l'activité indépendante de l'année en cours. La Caisse s'est toutefois encore prononcée en 2002 à 25 reprises pour des bénéfices en capital réalisés jusqu'au 31 décembre 2000.

Concernant les cotisations des personnes sans activité lucrative, l'Office de l'impôt fédéral direct nous a transmis en juin 2002 les revenus de la 30^e période pour les personnes célibataires. Les revenus des couples nous parviendront ultérieurement. La Caisse a statué à 472 reprises pour l'octroi d'une remise de cotisations personnelles à des assurés essentiellement non actifs.

Enfin, une nouvelle application informatique a été développée pour la perception des cotisations dues par les étudiants. Cette dernière devrait faciliter les tâches à accomplir.

Contrôles d'employeurs

Le service de révision de notre institution a procédé à 1'062 contrôles dont 240 ont été effectués sur place, aux sièges des entreprises.

Des rectificatifs ont dû être établis dans 83 cas pour les montants suivants :

	Salaires Fr.	AVS/AI/APG Fr.	Frais d'administration Fr.	AC Fr.	Intérêts Fr.
Non déclaré	4'098'382.00	413'936.60	6'209.05	101'883.55	20'898.40
Déclaré à tort	191'488.00	19'340.30	290.10	2'735.90	1'088.90

Certificats d'assurance AVS et comptes individuels

Le tableau ci-dessous illustre les différentes opérations effectuées durant l'année 2002.

<i>Certificats d'assurance AVS et comptes individuels</i>	Nombre
Certificats établis (y compris duplicatas)	8'604
Inscriptions sur les comptes individuels	71'250
Etat du fichier des comptes individuels au 31.12.02	188'594
<i>Rassemblements CC 24</i>	
- en tant que caisse commettante	1'350
- en tant que caisse commise	1'278
Extraits de comptes individuels ordinaires (gratuits)	3'699
<i>Splitting (partage des revenus en cas de divorce) CC 24</i>	
- en tant que caisse commettante	1'008
- en tant que caisse commise	1'320

Contentieux

Dès le 1^{er} janvier 2001, les modifications importantes en matière de contentieux sont les suivantes :

- l'envoi systématique de la sommation à la fin du délai légal fixé pour le paiement de l'acompte de cotisations ou du décompte ne permet plus de procéder à l'envoi préalable d'un rappel,
- l'augmentation de la taxe minimale de la sommation qui passe de Fr. 10.- à Fr. 20.- (la taxe maximum de Fr. 200.- n'est pas modifiée),
- la réduction du taux de l'intérêt moratoire de 6% à 5%,
- le décompte d'intérêts moratoires en cas de renvoi tardif du relevé de salaires,
- le décompte d'intérêts moratoires en cas de paiement tardif parvenant à la caisse de compensation après le délai de 30 jours contre 60 jours selon l'ancien droit,
- l'abandon de la limite de Fr. 3'000.- de facturation pour le calcul de l'intérêt moratoire.

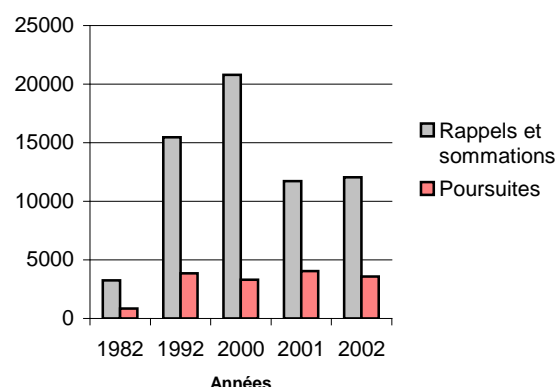
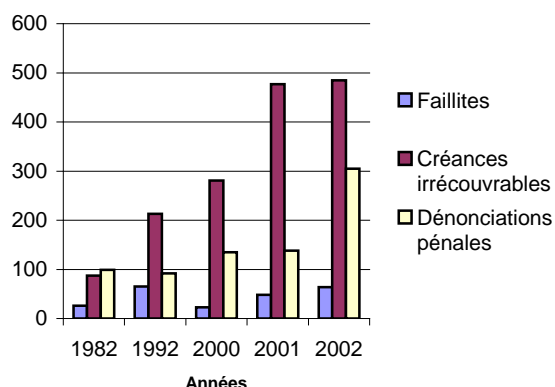
L'attribution d'intérêts rémunérateurs s'est également vue remaniée.

Il est à relever que, depuis le 1^{er} janvier 2001 en matière de poursuites et faillites, le privilège légal en 2^{ème} rang est à nouveau accordé pour les créances de l'AVS/AI/APG/AC/ALFA.

Durant l'exercice 2002, les intérêts moratoires de 5% par an dus par les débiteurs ont produit la somme de Fr. 606'366.20 contre Fr. 21'223.20 en 1982 alors que le taux était de 6% l'an.

Evolution entre 2001 et 2002	2001	2002	+/- (%)
Sommations	11'730	12'055	2.77
Sursis (arrangements)	360	412	14.44
Réquisitions de poursuites	2'224	1'861	-16.32
Réquisitions de continuer la poursuite	1'737	1'593	-8.29
Réquisitions de vente	76	118	55.26
Mainlevées d'opposition	171	82	-52.04
Faillites	48	64	33.33
Créances irrécouvrables	477	485	1.67
Actes de défaut de biens	659	923	40.06
Actions en réparation de dommage (art. 52 LAVS)	34	31	-8.82
Dénonciations pénales selon art. 87, al. 2 et/ou 3 LAVS	7	34	385.71
Dénonciations pénales selon art. 88, al. 3 LAVS	77	139	80.51
Dénonciations pénales selon art. 169 CPS	54	132	144.44

Evolution des tâches du contentieux



Prestations AVS et AI

Le domaine des prestations AVS et AI n'a subi aucune modification au cours de l'année 2002.

L'évolution et le nombre des bénéficiaires se présentent comme suit :

Rentes ordinaires AVS	2001	2002	+/- (%)
Rentes de vieillesse simples	14'107	14'277	1.20
Rentes de survivants	604	589	-2.48
Rentes complémentaires pour conjoints	308	251	-18.50
Rentes d'orphelins simples	382	335	-12.30
Rentes d'orphelins doubles	3	3	0.00
Rentes complémentaires pour enfants	94	98	4.25
Allocations pour impotents	546	568	4.02
Totaux	16'044	16'121	0.48

Rentes extraordinaires AVS	2001	2002	+/- (%)
Rentes de vieillesse simples	19	21	10.52
Rentes d'orphelins simples	7	7	0.00
Rentes d'orphelins doubles	2	2	0.00
Totaux	28	30	7.14

Rentes ordinaires AI	2001	2002	+/- (%)
Rentes simples d'invalidité	3'132	3'336	6.51
Rentes complémentaires pour conjoints	865	922	6.58
Rentes complémentaires pour enfants	1'250	1'300	4.00
Rentes complémentaires doubles pour enfants	4	2	-50.00
Allocations pour impotents	399	409	2.50
Totaux	5'650	5'969	5.64

Rentes extraordinaires AI	2001	2002	+/- (%)
Rentes simples d'invalidité	756	767	1.45
Rentes complémentaires pour conjoints	13	14	7.69
Rentes complémentaires pour enfants	80	85	6.25
Rentes complémentaires doubles pour enfants	2	2	0.00
Totaux	851	868	1.99

Prestations complémentaires

Dans le domaine des prestations complémentaires, aucune modification n'est à signaler pour l'année 2002.

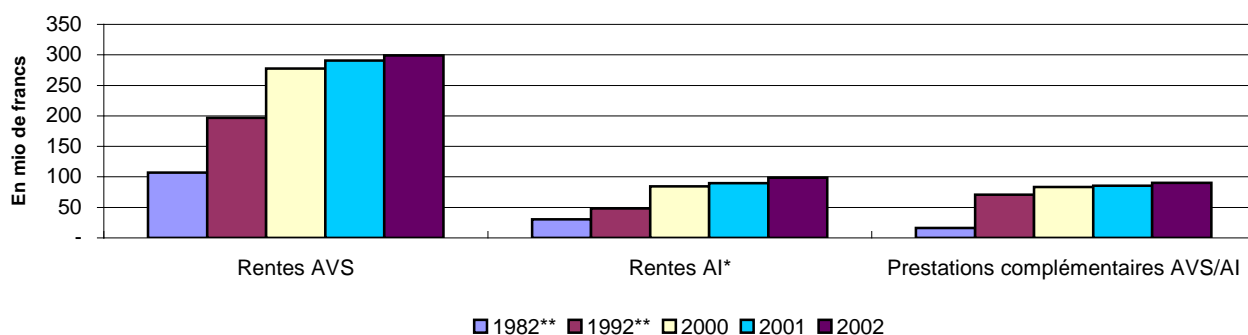
L'évolution et le nombre des bénéficiaires se présentent comme suit :

Prestations complémentaires	2001	2002	+/- (%)
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	4'192	4'229	0.88
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse extraordinaires	44	40	-9.09
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	97	89	-8.24
Prestations complémentaires sur rentes de survivants extraordinaires	2	2	0.00
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	1'531	1'710	11.69
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité extraordinaires	562	592	5.33
Prestations complémentaires sur indemnités journalières AI	14	19	35.71
Totaux	6'442	6'681	3.71

dont bénéficiaires placés durablement dans un home (ces chiffres sont inclus dans le tableau ci-dessus)	2001	2002	+/- (%)
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	1'428	1'432	0.28
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse extraordinaires	7	5	-28.57
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	2	3	50.00
Prestations complémentaires sur rentes de survivants extraordinaires	0	0	0.00
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	166	184	10.84
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité extraordinaires	291	309	6.18
Prestations complémentaires sur indemnités journalières AI	0	0	0.00
Totaux	1'894	1'933	2.05

Le nombre des bénéficiaires durablement placés dans un home se monte à 29.41% pour l'année 2001 et à 28.94% en 2002.

Evolution des rentes AVS/AI et prestations complémentaires au cours des vingt dernières années



* Indemnités journalières AI exclues.

** Le montant des prestations complémentaires comprend le subventionnement des primes de l'assurance-maladie.

Allocations pour perte de gain

Durant l'année 2002, la caisse a alloué une somme totale de Fr. 5'516'479.60 à titre d'allocations pour perte de gain en faveur de 5'445 bénéficiaires.

Centrale de compensation (ZAS)

Compte de fonds

	Débit	Crédit
Cotisations AVS/AI/APG		
Amortissements de cotisations personnelles	994'081.35	
Amortissements de cotisations paritaires	878'631.45	
Intérêts moratoires irrécouvrables	292'295.55	
Intérêts rémunérateurs sur cotisations	22'366.00	
Cotisations personnelles		29'585'346.55
Cotisations paritaires		169'097'363.05
Indemnités en réparation du dommage		103'459.15
Recouvrement de cotisations personnelles amorties		28'984.80
Recouvrement de cotisations paritaires amorties		40'378.35
Intérêts moratoires sur cotisations		606'366.20
AVS		
Rentes ordinaires	292'811'305.00	
Rentes extraordinaires	319'017.00	
Allocations pour impotents	5'875'031.00	
Frais et dépens	9'080.00	
Amortissements de prestations à restituer	57'840.00	
Prestations à restituer		220'433.00
AI		
Rentes ordinaires	82'629'178.00	
Rentes extraordinaires	13'173'593.00	
Allocations pour impotents	2'817'151.00	
Indemnités journalières	5'286'120.70	
Office AI	4'174'290.15	
Frais et dépens	39'800.00	
Amortissements de prestations à restituer	27'634.50	
Remises de prestations à restituer		17'343.60
Participation aux cotisations	343'030.70	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	12'346.70	
Prestations à restituer		581'269.00
Indemnités journalières à restituer		44'045.30
APG		
Allocations pour perte de gain	5'516'479.60	
Participation aux cotisations	326'992.05	
Prestations à restituer		14'062.40
AFA		
Allocations familiales aux salariés (agriculture)	404'537.40	
Allocations familiales aux «petits paysans»	1'651'331.20	
Cotisations		165'564.00
Prestations à restituer		8'987.20
AC		
Amortissements de cotisations	237'098.30	
Indemnités pour frais de gestion	141'743.80	
Cotisations		48'701'242.95
Indemnités en réparation du dommage		25'911.65
Recouvrement de cotisations amorties		6'783.70
Report en faveur du cpte courant de la Centrale	249'756'421.65	
Report à charge du cpte courant de la Centrale		418'549'855.20
Totaux	667'797'396.10	667'797'396.10

Centrale de compensation (ZAS)

Bilan comptable (AVS/AI/APG/AFA/AC)

	Actif	Passif
Finances		
Caisse	11'491.05	
Chèques postaux	6'503'119.20	
Compensation		
*Secteur comptable 4	2'663'005.05	
*Secteur comptable 5	1'874'393.65	
*Secteur comptable 9	100'409.45	
*Secteur comptable 2		10'825'522.00
*Secteur comptable 3		326'896.40
AVS/AI/APG/AFA/AC		
Affiliés	31'986'649.40	
Prestations à restituer	925'776.05	
Créances en réparation du dommage	1'564'850.10	
Paiements provisoires de rentes	38'890.00	
*Avoir envers le secteur comptable 1	10'825'522.00	
Différences sur compte courant	21.05	
Compte courant Centrale de compensation		43'771'196.50
Paiements en retour		5'662.00
Indemnités en réparation de dommage		1'564'850.10
Totaux	56'494'127.00	56'494'127.00

- * Secteur comptable 1 : Finances
 Secteur comptable 2 : AVS/AI/APG/AFA/AC (Comptes de fonds)
 Secteur comptable 3 : Organes d'exécution AI
 Secteur comptable 4 : Prestations complémentaires (PC)
 Secteur comptable 5 : Caisse d'allocations familiales (ALFA)
 Secteur comptable 9 : Compte d'administration

Caisse de compensation
Compte d'administration générale caisse de compensation

	Débit	Crédit
Frais de personnel	4'124'965.75	
Fournitures et mobilier de bureau	178'528.50	
Informatique	611'155.95	
Autres frais divers	162'118.25	
Frais de poursuites	222'575.15	
Loyer + charges d'immeuble	342'993.50	
Indemnités aux agences	250'000.00	
Indemnités aux administrations fiscales	145'028.00	
Frais organe de révision externe	173'349.80	
Frais d'administration irrécouvrables	76'177.75	
Amortissements d'équipements	118'232.20	
Frais sur comptes courants	7'227.55	
Contributions aux frais d'administration		2'953'365.05
Autres contributions		34'951.40
Produits sur comptes courants et titres		108'317.09
Emoluments		252'357.35
Indemnités autres tâches		11'000.00
Indemnités ALFA		970'057.35
Commission Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels		89'911.90
Indemnités frais d'administration AVS/AFA/AC/AI		446'206.80
Indemnités frais d'administration PC		892'394.95
Autres produits divers		9'772.00
Frais de poursuites récupérés		221'110.95
Excédent de dépenses		422'907.56
Totaux	6'412'352.40	6'412'352.40

Bilan comptable caisse de compensation

	Actif	Passif
Débiteurs	743'217.99	
Placements	1'849'087.16	
Mobilier, machines	254'758.80	
Actifs transitoires	12'664.95	
Créanciers		366'683.30
Dettes envers le secteur comptable 1		100'409.45
Provisions pour frais d'administration ordinaires		220'000.00
Provisions pour investissements techniques		290'714.35
Passifs transitoires		38'412.45
Réserves générales		2'266'416.91
Perte	422'907.56	
Totaux	3'282'636.46	3'282'636.46

Prestations complémentaires (PC)

Compte de fonds prestations complémentaires

	Débit	Crédit
Prestations complémentaires AVS	55'665'300.00	
Frais médicaux AVS	5'025'093.00	
Amort. et remises de prestations compl. AVS à restituer	54'759.00	
Prestations complémentaires AVS à restituer		567'777.00
Prestations complémentaires AI	27'733'549.00	
Frais médicaux AI	1'997'463.00	
Amort. et remises de prestations compl. AI à restituer	195'597.90	
Prestations complémentaires AI à restituer		704'606.55
Subvention de la Confédération		31'289'782.00
Subvention du Canton de Neuchâtel		58'109'596.35
Totaux	90'671'761.90	90'671'761.90

Compte d'administration prestations complémentaires

	Débit	Crédit
Frais de personnel	574'794.70	
Fournitures et mobilier de bureau	32'641.60	
Informatique	54'725.90	
Autres frais divers	56'183.60	
Loyer + charges d'immeuble	54'998.70	
Indemnités dues à des tiers	96'004.10	
Amortissements d'équipements	23'046.35	
A la charge du Canton de Neuchâtel		892'394.95
Totaux	892'394.95	892'394.95

Bilan comptable prestations complémentaires

	Actif	Passif
Prestations à restituer	181'739.00	
Palements en retour		5'339.05
Compte courant CCNC		87'805'168.20
Dettes envers le secteur comptable 1		2'663'005.05
Solde	90'291'773.30	
Totaux	90'473'512.30	90'473'512.30

Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation AVS/AI/APG est chargée de l'administration de la Caisse d'allocations familiales et de maternité au sens des dispositions de l'art. 2 du règlement de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales du 21 décembre 1988. Cette dernière a son siège au Faubourg de l'Hôpital 28 à Neuchâtel et vous présente, conformément aux dispositions de l'art. 18 du même règlement, son rapport annuel d'activités de l'exercice 2002.

Elle est placée sous la surveillance et le contrôle du Conseil d'Etat.

La commission de surveillance est composée des membres suivants :

Président :	M.	SOGUEL Bernard, conseiller d'Etat chef du Département de l'économie publique
Membres :	Mmes	DAPPLES Marie-Lise, Malvilliers DONZE Martine, cheffe de service, La Chaux-de-Fonds PANIGHINI Catherine, directrice, La Chaux-de-Fonds
	MM.	DOLDER Pierre, agriculteur, Boudry FREY Serge, entrepreneur, Fleurier JAMBE Paul, Le Locle LUDI Jean-Jacques, Colombier PERRINJAQUET Robert, administrateur communal, Boudry
Réviseurs :	M.	LUDI Jean-Jacques, Colombier
	Mme	DAPPLES Marie-Lise, Malvilliers
Suppléante :	Mme	PANIGHINI Catherine, directrice, La Chaux-de-Fonds

La séance annuelle a eu lieu le 13 mai 2002 au Château de Neuchâtel. La Commission a adopté les rapports 2001 de l'organe de révision concernant le contrôle comptable et l'application des dispositions légales.

Une séance extraordinaire a eu lieu le 20 août 2002 au Site de Cernier. Le projet de transformation de la réception de notre institution y a été présenté et soumis pour accord de principe.

Tâches

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales et de maternité (ALFAMA) est chargée de l'application de la Loi sur les allocations familiales et de maternité (LAFAM) du 24 mars 1997 et des dispositions prévues dans le cadre des allocations familiales dans l'agriculture (Loi cantonale sur la promotion de l'agriculture du 23 juin 1997). En outre, elle perçoit les contributions du Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels.

L'organe de révision est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel.

Immeubles

La gérance Offidus SA à Cortaillod a le mandat d'administrer les deux immeubles locatifs que nous possédons au chemin des Pièces-Chaperon 3 et 5 à Cortaillod. Compte tenu de l'état global des bâtiments et de l'obligation d'y réaliser différents travaux au titre de l'entretien général, nous avons indiqué dans notre précédent rapport que nous devrions investir une somme de Fr. 50'000.- environ dans le courant de l'année 2002 pour résoudre plusieurs petits problèmes liés à des aspects de rafraîchissement de façade, d'aménagements de locaux de rangement et de conciergerie, de réparations de dalles en béton, d'humidité dans certains appartements et de diverses autres tâches en rapport avec les aspects extérieurs. Une partie de ces travaux a été exécutée pour une somme d'environ Fr. 36'000.-.

Concernant les immeubles du Faubourg de l'Hôpital 28 et 30 à Neuchâtel, siège de notre institution, c'est également Offidus SA qui gère les appartements et autres locaux commerciaux (galerie d'art, boutique d'habits) qui en font partie.

Dans notre précédent rapport, nous avons donné un aperçu financier relatif à l'ensemble des travaux d'agrandissement et de rénovation des locaux administratifs, à l'exception de la surface de réception, qui avaient été terminés dans le courant du premier semestre 2001. Cette modernisation, liée à la mise à niveau de l'ensemble de notre système informatique, a permis à chacun de pouvoir bénéficier d'un environnement de travail propice.

Comme décrit dans l'introduction de ce rapport, nous avons planché, dans le courant de l'année 2002, sur la possibilité d'apporter des améliorations à notre réception qui constitue physiquement le premier important contact de nos affiliés avec notre institution. Nous avons également profité de cette réflexion pour proposer un concept léger de sécurité visant à limiter l'accès aux étages de notre bâtiment à tout un chacun, sauf s'il est accompagné d'une personne travaillant au sein de la CCNC. Ce projet, devisé à environ Fr. 400'000.- a été soumis à la commission de surveillance de la Caisse cantonale neuchâteloise pour allocations familiales et de maternité qui l'a accepté dans le courant de l'été 2002. Les travaux commenceront en janvier 2003 et ils se termineront vers la fin juin.

Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP)

Le 13 octobre 1999, entré en vigueur la Loi sur le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels. Cette loi associe les caisses d'allocations familiales au fonctionnement du FFPP dans la mesure où elles sont désignées en qualité d'organe de perception des contributions y relatives (art. 7).

Dans le cadre de cette activité, les caisses ALFA sont dédommagées pour leur travail en application des dispositions légales prévues à l'art. 5 du règlement d'exécution de la loi précitée.

Dans notre précédent rapport, nous avons soulevé la problématique constatée après deux exercices, à savoir que pour certaines caisses ALFA, dont principalement la Caisse cantonale, la rémunération prévue était nettement trop faible en regard des prestations qu'il y avait lieu de fournir au FFPP.

Dans ce sens, au cours de l'année 2002, nous avons opéré une démarche vis-à-vis du Conseil d'Etat et du Conseil de direction du FFPP pour obtenir une plus juste rémunération des tâches exécutées par notre Caisse. Après quelques mois de négociations, nous avons obtenu gain de cause, qui plus est, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2001. Dorénavant, outre la rémunération de 3% prévue sur les montants facturés, nous recevrons une somme de Fr. 12.- par facture adressée à chaque employeur comptant moins de 11 salariés. Le Conseil d'Etat a adopté cette nouvelle disposition en date du 18 décembre 2002. Nous tenons ici à remercier le Conseil de direction du FFPP pour l'ouverture d'esprit dont il a fait preuve au cours des négociations.

Fichier central des affiliés (allocations familiales)

Affiliés à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales

	Etat au 01.01.02	Augmentations	Diminutions	Etat au 31.12.02
Indépendants sans salarié (agriculture)	653	17	9	661
Indépendants avec salariés (agriculture)	532	4	11	525
Employeurs uniquement (agriculture)	106	1	0	107
Indépendants avec salariés	1'765	78	129	1'714
Employeurs uniquement	2'656	234	157	2'733
Economie domestique	1'074	29	4	1'099
Cotis. allocations familiales uniquement	239	36	20	255
Totaux	7'025	399	330	7'094

Affiliés à la Caisse cantonale, caisses professionnelles et interprofessionnelles

	Etat au 01.01.02	Augmentations	Diminutions	Etat au 31.12.02
Exerçant dans le canton				
1 caisse cantonale	7'025	399	330	7'094
8 caisses professionnelles	829	139	119	849
3 caisses interprofessionnelles	2'319	165	164	2'320
Exerçant dans plusieurs cantons				
28 caisses professionnelles ou interprofessionnelles	676	57	57	676
Totaux	10'849	760	670	10'939

Cotisations

Le taux des contributions est fixé à 2% du salaire déterminant pour l'AVS/AI/APG. Le produit des cotisations durant l'exercice 2002 s'est monté à **Fr. 35'053'110.30**.

Contrôles

Le service de révision de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation a procédé au contrôle de 1'037 employeurs en parallèle avec les révisions AVS, dont 231 ont été effectués sur place, aux sièges des entreprises.

Ces derniers ont donné lieu aux rectifications suivantes :

	Salaires	Contributions
Non déclaré	4'066'140.00	74'558.05
Déclaré à tort	191'488.00	3'451.35

Le régime cantonal des allocations familiales n'a subi aucune modification au cours de l'année 2002. Dès lors, les montants mensuels sont fixés de la manière suivante :

<i>Montants des allocations familiales</i>	Montants en francs
Premier enfant	160.00
Deuxième enfant	180.00
Troisième enfant	200.00
Dès le quatrième enfant	250.00
Complément pour la formation professionnelle qui s'ajoute aux allocations précitées	60.00
Allocation de naissance	1'000.00

La situation du nombre des bénéficiaires est décrite comme suit :

<i>Allocations familiales</i>	2001	2002
Ménages avec 1 enfant	2'942	2'972
Ménages avec 2 enfants	3'394	3'314
Ménages avec 3 enfants	1'058	1'020
Ménages avec 4 enfants	220	217
Ménages avec 5 enfants	46	35
Ménages avec 6 enfants	4	7
Ménage avec 7 enfants	1	1
Totaux	7'665	7'566

<i>Compléments allocations professionnelles</i>	2001	2002
Totaux	2'973	2'994

<i>Allocations de naissance</i>	2001	2002
Allocations de naissance aux salariés	634	614
Allocations de naissance aux chômeurs	22	30
Totaux	656	644

Selon l'art. 24, al. 2 de la loi, les indépendants peuvent annoncer leur conjoint pour bénéficier des allocations familiales. Le salaire minimum imposé au 1^{er} janvier 2002 se monte à Fr. 2'060.- par mois ou Fr. 24'720.- annuellement. Au cours de cet exercice, 207 indépendants ont annoncé leur conjoint en qualité de salarié contre 182 en 2001.

En application de l'art. 28, al. 1, notre Caisse a recensé 4 cas de fin de droit à l'assurance-chômage au cours de cet exercice. La dépense s'est élevée à Fr. 8'000.-. 185 cas sont répertoriés en ce qui concerne les personnes malades, accidentées ou rentières AI pour un montant de Fr. 681'244.20.

Notre Caisse a enregistré 8 recours durant l'exercice 2002. 1 ordonnance de classement a été rendue, 1 recours a été rejeté et 6 sont encore en suspens au Département de l'économie publique.

Evolution des prestations et des contributions depuis 1995 pour les allocations familiales

Années	Nbre de salariés	Nbre d'enfants	Prestations (en mio de francs)	Contributions (en mio de francs)
*1995	6'844	12'315	22.837	22.309
1996	7'195	13'082	27.136	25.447
1997	7'302	13'199	28.326	26.748
1998	7'646	13'811	28.093	27.665
1999	7'743	14'155	28.730	28.609
2000	7'640	13'981	30.325	29.336
2001	7'665	14'045	32.966	32.192
2002	7'566	13'752	32.678	35.244

* Exercice sur 11 mois

Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture selon la Loi fédérale sur l'agriculture (AFA, tâches fédérales assumées par la Caisse cantonale de compensation)

Les agriculteurs neuchâtelois sont toujours répertoriés en deux régions distinctes, l'une de plaine, également applicable aux viticulteurs, l'autre de montagne.

En région de plaine, les agriculteurs ou viticulteurs ont bénéficié d'une allocation mensuelle de Fr. 165.- pour les deux premiers enfants. Dès le troisième enfant, l'allocation mensuelle se monte à Fr. 170.-. En ce qui concerne la région de montagne, l'allocation mensuelle se monte à Fr. 185.- par mois pour les deux premiers enfants. Dès le troisième enfant, l'allocation mensuelle se monte à Fr. 190.-. La limite de revenu fixée à Fr. 30'000.- plus Fr. 5'000.- par enfant n'a pas été modifiée au cours de l'exercice 2002.

Pour les travailleurs agricoles et viticoles (salariés), une allocation de ménage est également allouée, pour autant que les bénéficiaires répondent aux exigences légales.

<i>Allocations familiales aux travailleurs agricoles et viticoles*</i>	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	85	15
Nombre d'allocations de ménage	79	13
Nombre d'enfants	122	23
Totaux des allocations versées (en francs)	343'857.00	60'680.00

Il est important de relever que les travailleurs agricoles et viticoles sont des salariés, de sorte qu'ils doivent bénéficier au minimum des mêmes allocations que celles fixées sur le plan cantonal dans le secteur artisanat et commerce, y compris l'allocation de naissance.

Les allocations servies aux «petits paysans» (indépendants) le sont sur le même principe que celles versées aux salariés agricoles et viticoles, que ce soit en région de plaine ou de montagne, à l'exception de l'allocation de naissance et de ménage.

<i>Allocations familiales aux indépendants dans l'agriculture et la viticulture*</i>	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	56	202
Nombre d'enfants	115	489
Totaux des allocations versées (en francs)	249'340.00	1'401'991.00

* Les dépenses liées aux tâches fédérales apparaissent dans la comptabilité de la Caisse de compensation AVS/AI/APG.

Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture selon la Loi cantonale sur la promotion de l'agriculture

Selon la Loi sur la promotion de l'agriculture du 23 juin 1997 et son règlement d'application du 17 décembre 1997, les travailleurs indépendants qui exercent leur activité dans l'agriculture ou la viticulture ont droit à des allocations familiales ou professionnelles, pour autant qu'ils ne soient pas au bénéfice d'allocations fédérales, ces allocations ne pouvant en aucun cas être inférieures aux allocations cantonales.

Il faut relever que tous les agriculteurs et viticulteurs, qu'ils soient bénéficiaires ou non d'allocations familiales, sont solidairement astreints au paiement d'une contribution de 30% calculée sur leurs cotisations personnelles AVS/AI/APG. Ce pourcentage est fixé depuis le 1^{er} juillet 1965.

Les «petits paysans» n'ont plus droit, en vertu du droit fédéral, à des allocations pour enfants si le revenu net excède la limite de Fr. 30'000.-, montant auquel s'ajoute un supplément de Fr. 5'000.- par enfant donnant droit à l'allocation. Lorsque le revenu déterminant excède la limite de Fr. 3'500.- au plus, le droit aux allocations fédérales subsiste pour les deux tiers. Si le revenu se situe entre Fr. 3'500.- et Fr. 7'000.- au maximum, le droit aux prestations fédérales est maintenu pour un tiers. Les «petits paysans» ne touchant pas de prestations fédérales en vertu des dispositions ci-dessus peuvent y avoir droit sur la base du droit cantonal.

Compte tenu des allocations versées sur la base du droit fédéral, les travailleurs agricoles peuvent prétendre également, sur la base du droit cantonal, à l'allocation de naissance, à l'allocation de formation professionnelle ainsi qu'à un complément d'allocation lorsque le droit cantonal est plus élevé que le droit fédéral.

Les dépenses effectuées sur le plan cantonal pour les travailleurs indépendants de l'agriculture et de la viticulture, ainsi que pour les travailleurs agricoles, se sont élevées en 2002 à **Fr. 1'154'232.-**.

Conditions d'octroi et montant de l'allocation

Seules les femmes de conditions économiques modestes peuvent prétendre à cette allocation, dont les critères d'octroi sont les suivants :

Revenus inférieurs à :

- Fr. 2'500.- par mois pour une femme seule,
- Fr. 3'500.- par mois pour un couple marié ou vivant maritalement.

A ces limites de revenus s'ajoute un montant mensuel de Fr. 670.- par enfant à charge. L'enfant donnant droit à cette prestation n'est pas pris en compte.

Fortune inférieure à :

- Fr. 75'000.- pour une femme seule,
- Fr. 100'000.- pour un couple marié ou vivant maritalement.

Le montant de l'allocation équivaut à la différence entre la limite de revenu applicable et le revenu déterminant. Ce dernier comprend les revenus de la personne sollicitant des prestations, le cas échéant, de son époux ou de la personne vivant maritalement avec elle.

Cependant, les allocations de maternité ne peuvent pas dépasser Fr. 2'500.- par mois et sont versées pendant 12 mois au maximum à partir du mois de la naissance de l'enfant.

Procédure et état des bénéficiaires

La procédure de traitement des dossiers n'a subi aucune modification en 2002. Selon l'art. 41 RELAFAM, la caisse à laquelle la personne est affiliée au moment de la naissance est compétente pour le paiement de l'allocation. La Caisse cantonale a versé en 2002 des prestations pour un montant de **Fr. 177'670.-**.

Nous rappelons que, dès le 1^{er} avril 2001, l'Etat prend en charge le financement des allocations de maternité versées à des ayants droit n'exerçant pas d'activité lucrative ou étant indépendants au sens de la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants. Pour l'année 2002, cette dépense s'est montée à **Fr. 883'156.-**.

L'état du nombre des bénéficiaires est le suivant :

<i>Allocations de maternité</i>	2001	2002
Décisions d'octroi par notre Caisse	83	116
Préavis d'octroi aux caisses privées	11	13
Décisions de refus par notre Caisse	29	27
Préavis de refus aux caisses privées	6	11
Dossiers en suspens	22	11
Dossiers classés sans suite	9	5
Totaux des demandes reçues	160	183

Un recours a été enregistré. Il est pendant auprès du Département de l'économie publique.

Allocations familiales (ALFAMA)

Compte de fonds allocations familiales

	Débit	Crédit
Prestations allocations familiales	32'034'843.75	
Prestations allocations familiales «petits paysans»	1'154'232.00	
Prestations allocations de naissance	643'700.00	
Prestations allocations de maternité	177'670.00	
Prestations allocations de maternité à charge du DEP	883'156.00	
Prestations allocations de maternité refacturées au DEP		883'156.00
Amort. de cotisations et de prestations à restituer	208'703.65	
Remises de prestations à restituer		420.00
Cotisations allocations familiales		35'053'110.30
Cotisations allocations familiales «petits paysans»		1'550'678.85
Indemnités en réparation du dommage		5'937.50
Prestations à restituer		40'388.10
Contribution cantonale aux allocations fédérales (AFA)	882'291.00	
Excédent de recettes	1'549'094.35	
Totaux	37'533'690.75	37'533'690.75

Compte d'administration allocations familiales

	Débit	Crédit
Frais de personnel	722'686.95	
Fournitures et mobilier de bureau	25'174.45	
Informatique	94'037.60	
Autres frais divers	30'681.90	
Loyer + charges d'immeuble	52'842.25	
Indemnités dues à des tiers	32'101.15	
Amortissements d'équipements	12'533.05	
Produits immeuble Hôpital 28, Neuchâtel		172'809.50
Produits immeuble Hôpital 30, Neuchâtel		117'773.65
Produits immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod		259'368.01
Produits placements des capitaux		272'250.00
Charges immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	226.45	
Charges immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	6'881.65	
Charges immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	48'130.12	
Amortissements immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	24'106.40	
Amortissements immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	21'625.55	
Amortissements immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	55'300.00	
Frais de gestion + droit de garde	33'435.20	
A la charge du fonds allocations familiales		337'561.56
Totaux	1'159'762.72	1'159'762.72

Allocations familiales (ALFAMA)

Bilan comptable allocations familiales

	Actif	Passif
Compte de chèques postaux	441'488.70	
Impôts anticipés	176.25	
Débiteur Offidus SA	377'434.90	
Affiliés	4'568'616.95	
Prestations à restituer	7'218.70	
Actifs transitoires	7'917.85	
Titres	4'900'000.00	
Immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	1'813'500.00	
Immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	1'938'800.00	
Immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	4'669'000.00	
Compte courant Etat de Neuchâtel		2'555'122.72
Créanciers Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels		33'077.00
Passifs transitoires		347.10
Palements en retour		330.00
Dettes envers le secteur comptable 1		1'874'393.65
Fonds de réserves		13'049'350.09
Bénéfice		1'211'532.79
Totaux	18'724'153.35	18'724'153.35

Le fonds de réserves au 31 décembre 2002 se monte à Fr. 14'260'882.88.